

Suite de l'éditorial

ligne politique. C'est Thorez qui continue de décider. Avant-hier, hier, il a suivi Staline, et de quelle façon ! Aujourd'hui, il se prononce pour Khrouchtchev contre Mao Tse-Tung. Mais qui a raison, et pourquoi tous deux ne se trouveraient-ils pas dans l'erreur ?

Rien n'est plus néfaste pour le mouvement ouvrier que de confier le soin de décider sa politique à quelques individus. La nécessité d'avoir des organisations centralisées pour mener une lutte efficace n'est nullement incompatible avec la démocratie la plus large pour l'élaboration politique, au contraire les deux sont entièrement complémentaires. La bureaucratisation du mouvement ouvrier a connu, paradoxalement, à la suite de la création du premier Etat ouvrier, une aggravation dangereuse. Les nouvelles victoires révolutionnaires, se produisant dans des pays économiquement sous-développés, n'ont pas encore abouti à un affaiblissement décisif des diverses bureaucraties. Les conflits qui les opposent ne peuvent être résolus par ces bureaucraties, surtout pas au profit des intérêts fondamentaux du prolétariat mondial. L'exemple même du conflit sino-soviétique en est la preuve la plus éclatante, car tout a été mis en œuvre par les directions soviétique et chinoise, depuis plus de cinq ans que ce conflit a commencé, pour lui trouver une solution à l'amiable, c'est-à-dire tenant compte des intérêts bureaucratiques. Seul le mouvement ouvrier mondial dont les objectifs ne sont pas liés à tels ou tels intérêts particuliers peut, au travers d'une vaste confrontation démocratique de tous les courants qui se revendiquent du marxisme léninisme, déterminer une ligne générale de lutte pour la victoire mondiale du socialisme, dans laquelle trouvera place également la lutte contre la bureaucratie.

Nombreux sont les militants communistes que trouble le développement du conflit sino-soviétique mais qui, en même temps, ont un sentiment d'impuissance face à un combat qui met aux prises dans le camp de leur classe deux forces disposant de moyens aussi grands que la direction soviétique et la direction chinoise. Ils en ont assez de faire les béni-oui-oui, comme ce fut tant de fois le cas, mais que faire seul ou presque seul dans une cellule ?

La disproportion des forces n'est plus celle qui existait jadis, l'autorité des directions est en décomposition et le conflit sino-soviétique ne peut qu'accentuer cette décomposition. Refuser d'emboîter le pas, exiger tous les documents, demander une confrontation honnête, ce sont les premiers pas indispensables, la répression des directions n'a pas encore dit son dernier mot. (On le voit encore dans le P.C. italien où, cependant, la vie politique est plus libre que dans les autres partis communistes). Mais ce sont les premières démarches qu'il faut absolument entreprendre pour stimuler l'esprit critique, regrouper des opposants, opposer à la politique opportuniste de la direction les éléments d'une politique révolutionnaire, porter la crise aux plus hauts sommets, ce qui est également indispensable pour que la discussion à la base soit portée à des niveaux plus élevés. Un processus révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier est en cours. Les conditions objectives pour la liquidation du stalinisme, pour le renouveau du marxisme révolutionnaire deviennent chaque jour plus favorables, mais il faut contribuer à les faire mûrir plus vite.

Pierre FRANK.

CONTRE LA FORCE DE FRAPPE

Le traité de Moscou n'entrave en rien la préparation à la guerre, et sa signature ne constitue pas un fait décisif, cependant qu'il tend à consacrer la hiérarchie présente des nations. Dans chacun des blocs, les directions de quelques pays tiennent le privilège de déterminer les grandes lignes de la politique mondiale par le monopole de la bombe.

Mais pour la France l'existence du traité peut acquérir une valeur particulière. En effet, De Gaulle prétend poursuivre des essais nucléaires dans l'espace, seul moyen en sa possession pour mettre au point une bombe primitive au regard des armes américaines ou russes mais plus dangereuse encore que celle d'Hiroshima.

Que la République de San-Marino ait signé le traité voilà qui est drôle. Mais que De Gaulle ne l'est pas fait, voilà qui doit être combattu. Certes, la signature du traité de Moscou par le pouvoir bonapartiste français ne peut être un objectif. Le but que nous devons nous fixer, que le prolétariat français doit se fixer c'est la destruction des stocks de bombes existant en France, qu'elles soient françaises ou américaines. Que nous ferait finalement que les 2 ou 3 bombes en possession des généraux français soient détruites, que les fabrications atomiques militaires soient ici stoppées si, par ailleurs, la base de Chateauroux ou telle autre regorge de bombes atomiques et nucléaires.

L'objectif que peuvent et doivent atteindre les travailleurs en France, c'est le désarmement unilatéral. Les masses ont la possibilité dans leur propre pays d'imposer une telle pratique si leur lutte prend une telle force qu'elle impose un changement de gouvernement. Un des moyens de la lutte contre la guerre nucléaire pour nous, prolétariat français, est le remplacement du gouvernement gaulliste par un gouvernement de Front Unique PS-PC soutenu par les syndicats (*).

(* Nous excluons pas le P.S.U. de cette responsabilité mais encore faudrait-il qu'il existe.

SUR LE TRAITE DE MOSCOU

déclaration du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale

La signature du traité de Moscou entre l'U.R.S.S., les Etats-Unis et la Grande-Bretagne a été accueillie par la très grande majorité de l'opinion publique internationale comme un signe de diminution de la tension mondiale, de ralentissement et de trêve dans la guerre froide, et comme un pas si relatif soit-il en direction d'une cessation de la course aux armements nucléaires. En cela se reflètent les sentiments des masses qui, à juste titre, craignent une guerre nucléaire et saluent avec espoir tout signe qui leur semble prometteur. Le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale considère toutefois qu'une appréciation correcte du traité de Moscou doit nécessairement être basée sur une analyse des raisons qui ont poussé les puissances signataires à conclure ce traité, et des conséquences pratiques qu'il comporte, en évitant les pièges d'une propagande intéressée à discréditer « a priori » tous ceux qui osent avancer des critiques et qu'on voudrait présenter par un subterfuge polémique malhonnête comme des « ennemis de la paix », des fauteurs de guerre insouciant du danger d'un holocauste nucléaire.

Les puissances nucléaires ont été poussées vers un accord par une série de raisons qu'on peut synthétiser comme suit :

a) La situation d'équilibre relatif à laquelle a abouti la course aux armes nucléaires du fait que même la puissance qui se trouverait la moins favorisée dispose désormais d'un stock suffisant à assurer la possibilité d'une riposte efficace, voire à détruire complètement l'adversaire. Une certaine « rationalisation » avant tout des armements nucléaires s'imposait donc comme une nécessité, et sur ce plan existait une base de compromis.

b) Même pour des puissances telles que les Etats-Unis et l'Union soviétique, la poursuite et l'accélération ultérieure d'une course non « rationalisée » aux armements nucléaires représentent un fardeau économique de plus en plus lourd qu'aucun d'eux ne peut envisager d'accroître indéfiniment sans de graves conséquences. La direction khrouchtchevienne de l'U.R.S.S. ne saurait le faire qu'au détriment du cours économique qu'elle prône tandis que, pour les Etats-Unis, la course aux armements nucléaires sous sa forme actuelle n'implique pas un intérêt de stimulation économique dans la même mesure que les armements de type classique.

c) Surtout pour les deux principales puissances nucléaires (la Grande-Bretagne et à plus forte raison la France se trouvant à une très grande distance), l'intérêt de bloquer la situation au palier actuel, en cristallisant les rapports de force, en évitant si possible l'accès au « club atomique » d'autres puissances, et en premier lieu la Chine, pour renforcer ainsi leur hégémonie dans leurs camps respectifs.

Les dirigeants des puissances signataires considéraient en outre qu'ils pourraient exploiter le traité en le présentant aux masses comme une concession à leur pression, comme un succès, serait-il partiel, de leur lutte contre la guerre, espérant aussi consolider de cette façon leurs propres positions à l'intérieur de leurs pays respectifs.

Quant à la portée réelle du traité, il faut avant tout souligner que son contenu est en soi très modeste, car

a) non seulement le stock nucléaire reste intact, mais il sera constamment accru sans aucune violation du traité ; b) les essais souterrains continuent ; c) la dissémination ultérieure des armes nucléaires n'est pas interdite ; non seulement des renseignements mais aussi des armes complètes pourront donc être transmises à d'autres puissances. En fait, aussitôt après la signature du traité, les Etats-Unis ont procédé à de nouvelles expériences et livré des ogives nucléaires à leur allié canadien, concrétisant ainsi des propos exprimés auparavant devant le Congrès américain par certains proches collaborateurs de Kennedy. La préparation d'une guerre nucléaire n'est donc pas stoppée, les expériences continuent, les deux principales puissances essaient de consolider davantage leur supériorité. De tels éléments de fait contrebalancent très considérablement le seul résultat positif qui découlerait d'une stricte application du traité, à savoir l'élimination des dangers de retombées radioactives.

D'autre part, si l'on considère le traité de plus près il apparaît clairement que s'il favorisait généralement les deux grandes puissances nucléaires au détriment des autres, il comporte plus spécialement des avantages plus grands pour les Etats-Unis que pour l'Union soviétique, laquelle a, d'ailleurs, renoncé à ses posi-

tions antérieures en la matière. La continuation des essais souterrains est censée être plus avantageuse pour les Etats-Unis grâce à leur plus grande expérience sur ce point. Mais — ce qui est plus important — si Kennedy a des difficultés dans son camp, il n'a provoqué aucun déchirement et n'a pas aggravé la situation qui existait auparavant, tandis que la décision des dirigeants soviétiques a eu comme conséquence aisément prévisible une rupture de fait entre les deux Etats ouvriers les plus puissants.

Les accusations portées contre les Chinois par les partisans de Khrouchtchev en Union soviétique et dans le monde sont absolument injustifiées. Non seulement dans l'intention manifeste — somme toute naturelle — des impérialistes, mais aussi dans celle de Khrouchtchev, le traité est clairement dirigé contre la Chine qu'il voudrait ainsi reléguer à une condition d'infériorité manifeste. D'autre part, l'argument selon lequel l'Union soviétique en se refusant à aider la Chine en matière d'armements atomiques, en contribuant à éviter la dissémination des bombes nucléaires, aurait « servi la cause de la paix » est également inacceptable. En premier lieu cette dissémination existe déjà dans le camp impérialiste et le traité n'empêche nullement qu'elle se poursuive ultérieurement. En second lieu on ne peut mettre un signe d'identité entre l'armement nucléaire d'un Etat ouvrier et celui d'un Etat capitaliste. En effet, si l'augmentation du nombre des Etats bourgeois munis d'armes nucléaires implique une augmentation des dangers de guerre, il en va autrement en ce qui concerne les Etats ouvriers qui, par leur nature propre, n'ont aucun intérêt à déclencher ni une guerre d'agression ni une guerre préventive. Au contraire, le fait que les Etats ouvriers autres que l'U.R.S.S. posséderaient des armes nucléaires ne saurait que constituer un obstacle supplémentaire aux plans bellicistes des impérialistes.

Les affirmations faites par les partisans de Khrouchtchev selon lesquelles l'U.R.S.S. est le bouclier du monde socialiste tout entier, qu'elle doit rester le seul bouclier nucléaire, que la direction soviétique est la seule compétente pour décider et se prononcer en matière d'armement nucléaire, loin d'être acceptables ne font en réalité qu'ôter le masque à leurs auteurs. Elles viennent en pratique à remettre carrément sur pied la conception de « l'Etat-guide » qui avait été proclamée à tout jamais dépassée.

Les véhémentes protestations des Chinois — dont les textes et déclarations sont soit cachés soit déformés devant l'opinion prolétarienne internationale — sont d'autant plus fondées que, dès 1959, les dirigeants soviétiques ont violé l'accord conclu avec la Chine en 1957 sur la transmission des « techniques nouvelles », qu'à l'occasion de la signature du traité ils ont violé certains engagements du pacte de Varsovie vis-à-vis de l'Albanie qui, malgré le régime ultra-bureaucratique d'Enver Hodja, reste un Etat ouvrier n'ayant formellement jamais cessé d'être membre de ce pacte, qu'au moment de la crise entre l'Inde capitaliste et l'Etat ouvrier chinois, ils ont envoyé des armes à Nehru et que, d'après des nouvelles jamais démenties, ils viennent de prendre envers celui-ci des engagements encore plus graves, y compris concernant la livraison de fusées dites stratégiques.

La IV^e Internationale, en mettant en lumière la portée réelle du traité de Moscou et en dénonçant toutes les déformations propagandistes intéressées, continue à lutter contre la menace d'une guerre nucléaire, selon la ligne tracée par son récent Congrès de réunification, en demandant l'interdiction de tout armement nucléaire, la destruction des stocks existants, la suspension de toute sorte d'essais nucléaires, et en soutenant les mouvements de masse contre la guerre, plus spécialement la lutte qui, dans une série de pays capitalistes, se poursuit pour le désarmement nucléaire unilatéral et pour l'élimination des bases impérialistes de par le monde. Elle considère donc que les propositions faites par le gouvernement de la République Populaire de Chine le 31 juillet 1963, concernant notamment la cessation de tous les essais nucléaires, la destruction des stocks existants, la suppression des bases militaires à l'étranger, la convocation d'une conférence représentative de tous les pays, constituent une base valable pour tous ceux qui veulent un désarmement nucléaire réel et non un simulacre visant à cacher des buts tout à fait autres et à semer des illusions dangereuses dans les masses.

1^{er} septembre 1963.

Cependant, bien entendu, l'agitation aujourd'hui ne peut se mener sur un tel mot d'ordre. Il faut inlassablement expliquer qu'en définitive c'est la seule solution mais au préalable les masses doivent retrouver une confiance suffisante dans leurs propres forces, remporter quelques succès avant que l'on puisse leur fixer un tel motif d'action.

Ainsi, aujourd'hui, la lutte contre la force de frappe gaulliste, contre les essais nucléaires, acquiert pour nous une grande importance, comme premier objectif, comme moyen de mettre les masses en mouvement, comme concrétisation de l'idée du désarmement unilatéral.

Toutes les organisations ouvrières, toutes les organisations pacifistes se sont unanimement prononcées contre la force de frappe. Pour la première fois depuis fort longtemps l'unité d'action se dessine et elle débordé les forces proprement prolétariennes comme chaque fois que celles-ci s'unissent.

Cette unité ne doit pas, ne peut pas se cantonner à lancer une campagne de signature pour le traité de Moscou. Une telle attitude serait fort dangereuse car rependant l'illusion que celui-ci suffirait elle aurait surtout pour résultat d'empêcher un essor du mouvement.

Car jamais aucune campagne de signature ne fit céder un pouvoir bourgeois décidé. Elle ne pourrait donc aboutir qu'à un échec et par là-même condamner tout l'avenir d'un tel mouvement.

Le moyen essentiel de la lutte doit être les manifestations de masse, de plus en plus massives et audacieuses. La direction d'un tel mouvement doit montrer sa résolution en prenant la tête des manifestations contre les bases de recherches, de fabrication, de stockage nucléaires. Elle doit braver la légalité du gaullisme belliciste en désorganisant les dispositifs militaires en révélant les préparatifs nucléaires, les secrets militaires comme l'ont fait les pacifistes anglais, tout petits bourgeois qu'ils sont.

Aujourd'hui, il est possible d'affirmer, d'une part la nécessité de jeter bas De Gaulle pour nettoyer le sol de ce pays des bombes nucléaires et autres installations de génocide et, par ailleurs, d'entreprendre, de participer, d'animer les luttes possibles à partir des positions des directions ouvrières réformistes pour les porter plus loin. Ce sera sans doute dans les années qui viennent un des grands combats du prolétariat français, nous y participerons.

Lucien COLLONGES.